

réserves que cette opération constitue une invasion indiscutable du territoire cambodgien, sans que le gouvernement ou le peuple cambodgiens n'en aient été informés.

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Il est vrai, comme le président l'a dit hier soir, que les Vietnamiens du Nord et les Vietcongs s'étaient infiltrés dans certaines régions du Cambodge depuis cinq ans.

**Une voix:** Même plus.

**M. Lewis:** Peut-être même plus, cela ne peut excuser l'action des États-Unis. Ce n'est pas une consolation pour le monde que le président Nixon ait décidé de répliquer à la mauvaise foi du Vietnam du Nord par une action semblable. Ce n'est pas la manière d'obtenir la paix dans cette région ou ailleurs. Le Canada doit, je crois, faire connaître sa position dans une situation de ce genre. J'espère que lorsque le ministre donnera la réplique, il dira non seulement comme il l'a fait ce matin qu'il regrette que les États-Unis aient jugé nécessaire d'intervenir, mais qu'au nom du Canada, il déplore l'action des États-Unis qu'il considère dangereuse, car elle n'aidera pas à l'obtention de la paix dans un monde anxieux et troublé. A mon avis, les Canadiens s'attendent au moins à cela de la part du gouvernement dans la conjoncture actuelle.

Il m'est tout simplement impossible d'accepter l'explication du président des États-Unis. Il a parlé de la nécessité pour son pays de se montrer fort, de sa crainte de l'humiliation et de la nécessité pour les États-Unis de ne pas être un géant sans défense. En vérité, dans sa mise au point, devant le Congrès sur la politique étrangère, le 18 février dernier, le président a prononcé cette phrase significative: «Lorsqu'il s'agit du maintien de la paix, le prestige n'est pas un vain mot.»

De quoi s'agit-il, monsieur l'Orateur? S'agit-il du prestige d'une nation ou de l'avenir du monde? Est-il plus important pour le monde que le président Nixon maintienne son propre prestige ou que la guerre prenne fin au Vietnam?

**Des voix:** Bravo!

**M. Lewis:** Toutes ces déclarations mettent en lumière le rôle que les États-Unis cherchent depuis quelque temps déjà à jouer avec fermeté dans le monde. Personne n'a demandé aux États-Unis d'Amérique d'être la police de l'univers, et, au sein d'une communauté internationale, aucun pays ne devrait tenter d'assumer ce rôle.

L'action des États-Unis et l'explication qu'a tâché de donner le président Nixon hier soir

[M. Lewis.]

indiquent, il me semble, un renversement complet de la pseudo recherche américaine de la paix et de l'intention des États-Unis de retirer leurs troupes. Pour quiconque envisage la situation objectivement, il est difficile de croire en la sincérité des paroles prononcées. Il est difficile de croire à la bonne foi quand le président promet la paix et rallume la guerre. Certes, il n'y a pas de bonne foi chez les communistes, ni à la table des négociations, à Paris ou ailleurs; mais, je le répète, la solution ne consiste pas à imiter l'hypocrisie communiste.

A notre avis et à mon avis, les mesures prises par les États-Unis hier et aujourd'hui ont étendu la guerre dans le Sud-Est asiatique, au point qu'il est impossible d'envisager la fin de la guerre. Je vous le dis, certaines des paroles du président indiquent que les États-Unis songent à laisser une armée assez considérable dans le Sud-Est asiatique, quoi qu'il arrive. Le président a déclaré, vous vous en souviendrez, qu'il a pris ces mesures pour protéger la vie de ceux qui resteront au Vietnam après le retrait des 250,000 hommes qu'il a déjà promis de rapatrier. J'ai cru comprendre que c'était un avertissement catégorique donné au monde, et c'est avec une profonde tristesse que j'ai constaté que les États-Unis n'ont pas l'intention de retirer leurs forces du Sud-Est asiatique. A mon avis, il s'agit d'une condition préalable à toute amélioration de la situation dans cette partie du monde.

• (3:20 p.m.)

Je veux signaler à la Chambre que le Canada peut tenter de prendre certaines mesures. J'ignore si elles seraient entièrement efficaces. Nous avons proposé à maintes reprises que le Canada cherche à saisir le Conseil de sécurité des Nations Unies de la question des récents événements dans le Sud-Est asiatique. Je comprends que nous ne faisons pas partie du Conseil de sécurité actuellement, mais nous sommes membre des Nations Unies et nous avons le droit de vouloir faire inscrire la question à l'ordre du jour du Conseil de sécurité.

Je me rends compte aussi que certains pays importants en cause, notamment la Chine, le Vietnam du Nord ainsi que le Vietnam du Sud ne sont pas membres des Nations Unies et que, par conséquent, le champ d'action des Nations Unies est restreint. A mon avis, cela ne devrait pas nous empêcher de faire inscrire cette question à l'ordre du jour du seul organisme international qui permettrait d'éviter la destruction globale de l'humanité. Tout